

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29047]

21 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux missions, à la composition, au fonctionnement et aux indemnités allouées aux membres de la section thématique du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse relative à l'accueil familial

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 29bis, inséré par le décret du 29 novembre 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 mai 2008 portant désignation des membres et du président du Conseil sectoriel de l'accueil familial;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mars 2010 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil sectoriel de l'accueil familial;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 2010 relatif aux indemnités allouées aux membres du Conseil sectoriel de l'accueil familial;

Vu l'avis n° 128 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 17 juin 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 septembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 septembre 2013;

Vu l'avis 54.229/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 octobre 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la création, au sein du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, d'une section thématique relative à l'accueil familial, par l'article 29bis alinéa 2 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Qu'il y a lieu, en vertu de l'article 29 bis, alinéa 4, du décret, de fixer les missions, la composition, le fonctionnement et les indemnités allouées aux membres des sections thématiques;

Considérant qu'il convient de favoriser une collaboration optimale entre cette section thématique et le conseil communautaire;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La section thématique du conseil communautaire de l'aide à la jeunesse relative à l'accueil familial, ci-après dénommée, « la section », a pour missions :

1° de récolter la parole des parents d'accueil, des familles de parrainage, des parents dont l'enfant est accueilli ou parrainé ainsi que des jeunes accueillis ou parrainés afin de connaître leur avis et leur vécu quant à la mesure d'accueil familial;

2° de contribuer à la promotion de l'accueil familial;

3° de formuler, d'initiative ou à la demande du Ministre ou du Conseil communautaire, des avis et propositions en matière d'accueil familial, à l'exclusion de l'examen des cas individuels et des situations particulières des services.

Ces avis et propositions portent, notamment, sur :

1° la cohérence et l'harmonisation des pratiques et approches pédagogiques en matière d'accueil familial;

2° la promotion de l'accueil familial;

3° les particularités de l'accueil familial au sein de l'aide à la jeunesse;

4° les référentiels administratifs et légaux en matière d'accueil familial.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'exercice de la mission visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2°, la section élabore tous les ans un plan d'actions visant à la sensibilisation à l'accueil familial et au recrutement de candidats accueillants.

Au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année, le Ministre informe la section des moyens annuels disponibles pour la mise en œuvre du plan d'actions.

§ 2. Au plus tard le 31 janvier, la section transmet au Ministre et à l'administration compétente sa proposition de plan d'actions. Ce dernier précise la durée de mise en œuvre de chacune des actions qui le compose ainsi que le budget qu'il propose d'affecter à chacune d'elles.

§ 3. Au plus tard le 31 mars, le Ministre approuve le plan d'actions de la section et informe la section et les promoteurs de ses décisions.

Dans les cas où le plan d'actions n'est pas approuvé, le Ministre notifie sa décision à la section. La section transmet une proposition modifiée de plan d'actions dans un délai de trente jours suivant la notification du Ministre. Le Ministre approuve le plan d'actions modifié de la section et en informe la section et les promoteurs.

Art. 3. La section établit tous les ans un rapport d'évaluation de son plan d'actions qu'elle transmet au Ministre, à l'administration compétente et au conseil communautaire.

Art. 4. La section rend l'avis demandé par le Ministre ou le conseil communautaire en vertu de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, dans un délai de nonante jours. Ce délai prend cours à la réception de la demande d'avis par le secrétariat de la section. Passé ce délai, l'avis n'est plus requis. Ce délai est néanmoins suspendu durant les mois de juillet et août.

Art. 5. § 1^{er}. La section se compose des membres suivants, ayant voix délibérative, nommés par le Gouvernement pour un mandat de 6 ans :

1° autant de représentants des services agréés que de type de prises en charge en accueil familial choisis sur des listes doubles de candidats présentées par chaque fédération regroupant au moins un service agréé pour le type de prise en charge assurée par les services agréés que chacun représentera;

2° un magistrat de la jeunesse, choisi sur une liste double de candidats présentée par l'union francophone des magistrats de la jeunesse;

3° un représentant des conseillers de l'aide à la jeunesse choisi sur une liste double de candidats proposée collégalement par les conseillers;

4° un représentant des directeurs de l'aide à la jeunesse choisi sur une liste double de candidats proposée collégalement par les directeurs;

5° un représentant des délégués des services de l'aide à la jeunesse choisi sur une liste double de candidats proposée collégialement par les délégués des services de l'aide à la jeunesse;

6° un représentant des délégués des services de protection judiciaire choisi sur une liste double de candidats proposée collégialement par les délégués des services de protection judiciaire;

7° un avocat spécialisé en droit de la jeunesse choisi sur une liste double de candidats présentée par l'ordre des barreaux francophones et germanophones de Belgique;

8° un représentant des services agréés d'accueil et d'aide éducative;

9° un représentant des services d'accueil spécialisé de la petite enfance.

§ 2. Participent à la section avec voix consultative :

1° un représentant du Ministre;

2° deux représentants de l'administration compétente, dont l'un fait partie du service de l'inspection pédagogique;

3° le délégué général ou son représentant;

4° un représentant de l'autorité centrale communautaire en matière d'adoption;

5° un licencié ou un titulaire d'un master en psychologie clinique ou un docteur en médecine ou en médecine spécialisée en psychiatrie pouvant attester d'une compétence ou d'une expérience professionnelle en matière d'aide et de protection de la jeunesse, choisi sur base des résultats d'un appel à candidatures public.

Le Gouvernement nomme, pour chaque membre ayant voix délibérative, un membre suppléant selon les mêmes modalités que les membres ayant voix délibérative.

Lorsque le mandat d'un membre effectif ou suppléant prend fin avant l'échéance du terme prévu, le Gouvernement pourvoit à la nomination d'un nouveau membre dans les plus brefs délais et selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 5, § 1^{er}. Son mandat s'achève en même temps que celui des autres membres de la section.

§ 3. Pour l'application de l'article 5, § 1^{er}, 1°, chaque fédération ne peut présenter qu'un candidat effectif et un candidat suppléant par service agréé.

Art. 6. Le Gouvernement désigne le président de la section parmi les membres ayant voix délibérative.

Le président :

1° prépare les séances de la section;

2° assure la représentation extérieure de la section en ce compris au sein du conseil communautaire;

3° garantit la transmission des avis et propositions de la section au ministre et au conseil communautaire;

4° invite, si nécessaire, toute personne pouvant éclairer la section sur un aspect particulier de l'ordre du jour.

Art. 7. La section a son siège à l'administration compétente. Elle se réunit sur convocation du Président.

Le secrétariat de la section et la conservation des archives sont assurés par l'administration compétente. Un procès verbal est établi pour chaque réunion.

Dans les deux mois de son installation, la section établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet pour approbation au Ministre.

La section est tenue de rédiger, tous les trois ans, un rapport d'activités. Ce rapport est transmis au conseil communautaire à charge pour celui-ci de le transmettre au Ministre. Ce dernier le transmet au Parlement.

Art. 8. Le président et les membres de la section, à l'exception des agents du Ministère de la Communauté française et des membres qui sont visés à l'article 5, § 2, 1° et 3°, du présent arrêté, reçoivent un jeton de présence pour chaque réunion plénière de la section.

Ce jeton est de 17,50 EUR pour le président et de 12,50 EUR pour les autres membres.

Art. 9. Le président et les membres de la section sont autorisés à faire usage de leur véhicule personnel pour se rendre au lieu de réunion, ainsi que lors des déplacements nécessaires dans le cadre de leur mission. L'indemnité pour frais de parcours est égale au montant qui serait déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des transports en commun. La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation de leur véhicule personnel.

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 mai 2008 portant désignation des membres et du président du Conseil sectoriel de l'accueil familial est abrogé.

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mars 2010 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil sectoriel de l'accueil familial est abrogé.

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 2010 relatif aux indemnités allouées aux membres du Conseil sectoriel de l'accueil familial est abrogé.

Art. 13. Le Ministre de la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29047]

21 NOVEMBER 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de opdrachten, de samenstelling, de werking en de vergoedingen toegekend aan de leden van de thematische afdeling van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd voor de gezinsopvang

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 29bis, ingevoegd bij het decreet van 29 november 2012;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 mei 2008 tot aanstelling van de leden en van de voorzitter van de Sectorraad voor de gezinsopvang;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 maart 2010 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Sectorraad voor de gezinsopvang;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 2010 betreffende de vergoedingen toegekend aan de leden van de Sectorraad voor de gezinsopvang;

Gelet op het advies nr. 128 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 17 juni 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 september 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 september 2013;

Gelet op het advies 54.229/4 van de Raad van State, gegeven op 23 oktober 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de oprichting, binnen de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, van een thematische afdeling betreffende de gezinsopvang, bij artikel 29bis, tweede lid, van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd;

Dat, overeenkomstig artikel 29bis, vierde lid, van het decreet, de opdrachten, de samenstelling, de werking en de vergoedingen toegekend aan de leden van de thematische afdelingen bepaald moeten worden;

Overwegende dat een optimale samenwerking tussen deze thematische afdeling en de gemeenschapsraad aangemoedigd moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De thematische afdeling van de gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd voor de gezinsopvang, hierna "de afdeling" genoemd, heeft als opdracht :

1° luisteren naar de opvangouders, de peetgezinnen, de ouders waarvan het kind opgevangen wordt of dat onder hun bescherming staat, alsook de jongeren die opgevangen worden of die onder hun bescherming staan om hun advies en hun leven te kennen wat betreft de maatregel inzake de gezinsopvang;

2° bijdragen tot de promotie van de gezinsopvang;

3° op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister of van de Gemeenschapsraad adviezen en voorstellen inzake gezinsopvang formuleren, met uitsluiting van het onderzoek van de individuele gevallen en de bijzondere situaties van de diensten.

Deze adviezen en voorstellen hebben inzonderheid betrekking op :

1° de coherentie en de harmonisatie van de pedagogische praktijken en benaderingen inzake gezinsopvang;

2° de promotie van de gezinsopvang;

3° de bijzonderheden van de gezinsopvang binnen de hulpverlening aan de jeugd;

4° de administratieve en wettelijke referentiesystemen inzake gezinsopvang.

Art. 2. § 1. Voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 1, § 1, 2° ontwikkelt de afdeling elk jaar een actieplan met als doel de sensibilisatie voor de gezinsopvang en de aanwerving van kandidaat-opvangouders.

Uiterlijk op 1 december van elk jaar informeert de Minister de afdeling over de beschikbare jaarlijkse middelen voor de uitvoering van het actieplan.

§ 2. Uiterlijk op 31 januari bezorgt de afdeling de Minister en het bevoegde bestuur haar voorstel van het actieplan. Dit plan bepaalt de duur van de uitvoering van elke actie waaruit het bestaat alsook de begroting die voorgesteld wordt voor elke actie.

§ 3. Uiterlijk op 31 maart keurt de Minister het actieplan van de afdeling goed en informeert de afdeling en de promotoren van de beslissingen hierover.

In het geval dat het actieplan niet goedgekeurd wordt, deelt de Minister zijn beslissing mee aan de afdeling. De afdeling bezorgt een gewijzigd voorstel van het actieplan binnen een termijn van dertig dagen volgend op de mededeling van de Minister. De Minister keurt het gewijzigd actieplan van de afdeling goed en informeert de afdeling en de promotoren hierover.

Art. 3. De afdeling stelt elk jaar een evaluatieverslag van haar actieplan op, dat ze aan de Minister, het bevoegde bestuur en de Gemeenschapsraad bezorgt.

Art. 4. De afdeling brengt het advies uit binnen een termijn van negentig dag, dat gevraagd wordt door de Minister of de Gemeenschapsraad overeenkomstig artikel 1, eerste lid, 3°. Deze termijn begint te lopen bij de ontvangst van de aanvraag om advies door het secretariaat van de afdeling. Na deze termijn wordt het advies niet meer vereist. Deze termijn is nochtans geschorst tijdens de maanden juli en augustus.

Art. 5. § 1. De afdeling is samengesteld uit de volgende stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering voor een mandaat van 6 jaar :

1° evenveel vertegenwoordigers van de erkende diensten als het type van begeleidingen in gezinsopvang, gekozen op de dubbele lijsten van kandidaten voorgesteld door elke federatie die ten minste een erkende dienst verenigt voor het type van begeleiding door de erkende diensten die iedereen zal vertegenwoordigen;

2° een jeugdmagistraat gekozen op een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door de "Union francophone des magistrats de la jeunesse";

3° een vertegenwoordiger van de adviseurs van de hulpverlening aan de jeugd gekozen op een dubbele lijst van kandidaten die collegiaal door de adviseurs voorgesteld wordt;

4° een vertegenwoordiger van de directeurs van de hulpverlening aan de jeugd gekozen op een dubbele lijst van de kandidaten die collegiaal door de directeurs voorgesteld wordt;

5° een vertegenwoordiger van de afgevaardigden van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd gekozen op een dubbele lijst van kandidaten die collegiaal door de afgevaardigden van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd voorgesteld wordt;

6° een vertegenwoordiger van de afgevaardigden van de diensten voor gerechtelijke bescherming gekozen op een dubbele lijst van kandidaten die collegiaal door de afgevaardigden van de diensten voor gerechtelijke bescherming voorgesteld wordt;

7° een advocaat gespecialiseerd in het jeugdrecht gekozen op een dubbele lijst van kandidaten die door Orde van de Frans- en Duitstalige balies van België voorgesteld wordt;

8° een vertegenwoordiger van de erkende diensten voor opvang en opvoedingshulp;

9° een vertegenwoordiger van de diensten voor gespecialiseerde hulp bij kinderopvang.

§ 2. Nemen deel aan de afdeling met een raadgevende stem :

1° een vertegenwoordiger van de Minister;

2° twee vertegenwoordigers van het bevoegde bestuur waarvan één deel uitmaakt van de dienst voor de pedagogische inspectie;

3° de algemeen afgevaardigde of zijn vertegenwoordiger;

4° een vertegenwoordiger van de centrale autoriteit van de Gemeenschap inzake adoptie;

5° een licentiaat of een titularis van een master in klinische psychologie of een doctor in geneeskunde of in geneeskunde gespecialiseerd in psychiatrie met het bewijs van een bekwaamheid of een beroepservaring inzake hulp en bescherming van de jeugd, gekozen op basis van de resultaten van een openbare oproep tot kandidaten.

De Regering benoemt voor elke stemgerechtigd lid een plaatsvervangend lid volgens dezelfde nadere regels als voor de stemgerechtigde leden.

Wanneer het mandaat van een werkend of een plaatsvervangend lid vóór het verstrijken van de voorziene termijn eindigt, voorziet de Regering in de benoeming van een nieuw lid zo vlug mogelijk en volgens dezelfde nadere regels als deze voorzien in artikel 5, § 1. Zijn mandaat loopt ten einde tegelijkertijd met dat van de andere leden van de afdeling.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 5, § 1, 1°, kan elke federatie slechts één werkende kandidaat en één plaatsvervangende kandidaat per erkende dienst voorstellen.

Art. 6. De Regering stelt de voorzitter van de afdeling aan, onder de stemgerechtigde leden.

De Voorzitter :

1° bereidt de vergaderingen van de afdeling voor;

2° zorgt voor de externe vertegenwoordiging van de afdeling met inbegrip van de vertegenwoordiging binnen de Gemeenschapsraad;

3° zorgt voor de bezorging van adviezen en voorstellen van de afdeling aan de Minister en aan de Gemeenschapsraad;

4° nodigt, indien nodig, elke persoon uit, die de afdeling uitleg kan geven over het bijzonder aspect van de agenda.

Art. 7. De afdeling heeft haar zetel in het bevoegde bestuur. Ze komt bijeen bij een oproep van de Voorzitter. Het secretariaat van de afdeling en de bewaring van het archief worden waargenomen door het bevoegde bestuur. De notulen worden voor elke vergadering opgemaakt. Binnen de twee maanden na haar oprichting stelt de afdeling haar huishoudelijk reglement vast dat ze ter goedkeuring aan de Minister voorstelt.

De afdeling is ertoe gehouden een activiteitenverslag om de drie jaar op te stellen. Dit verslag wordt bezorgd aan de gemeenschapsraad die op zijn beurt het verslag aan de Minister moet sturen. De Minister bezorgt het verslag aan het Parlement.

Art. 8. De voorzitter en de leden van de afdeling, met uitzondering van de ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de leden bedoeld in artikel 5, § 2, 1° en 3°, van dit besluit, krijgen een presentiegeld voor elke plenaire vergadering van de afdeling. Dit presentiegeld bedraagt 17,50 euro voor de voorzitter en 12,50 euro voor de andere leden.

Art. 9. De voorzitter en de leden van de afdeling mogen gebruik maken van hun persoonlijke voertuig om naar de vergadering te gaan, alsook tijdens de nodige verplaatsingen in het kader van hun opdracht. De vergoeding voor vervoerkosten is gelijk aan het bedrag dat de Franse Gemeenschap zou betaald hebben bij het gebruik van het openbaar vervoer. De Franse Gemeenschap is niet verantwoordelijk voor de dekking van de risico's voortvloeiend uit het gebruik van hun persoonlijke voertuig.

Art. 10. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 mei 2008 tot aanstelling van de leden en van de voorzitter van de Sectorraad voor de gezinsopvang, wordt opgeheven.

Art. 11. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 maart 2010 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Sectorraad voor de gezinsopvang, wordt opgeheven.

Art. 12. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 2010 betreffende de vergoedingen toegekend aan de leden van de Sectorraad voor de gezinsopvang, wordt opgeheven.

Art. 13. De Minister van Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 november 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK